

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Regarder-la-realite-en-face-pour-la-changer>

Regarder la réalité en face pour la changer

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 15 février 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Nous vivons certes une période turbulente, opaque et confuse. Toutefois, les observations et analyses de plus en plus divergentes qui visent à accepter cette réalité ne devraient pas pour autant mettre de côté les principes éthiques sans lesquels le fait de changer le monde n'aurait aucun sens. Les modes intellectuelles ainsi que les espoirs d'une évolution graduelle du système ne nous sont pas d'une très grande utilité pour traverser cette zone de turbulences.

Une de ces modes est la géopolitique. Nombreux sont ceux qui cherchent des raccourcis pour nous éviter les douleurs de cette étape. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) font partie de cette nouvelle réalité multipolaire et chaotique, dans son dessein de déplacer les puissances du Nord (États-Unis, Union Européenne et Japon) de leur position de centre exclusif du système-monde. Pourtant, les pays dits émergents incarnent des formes et des modes de gestion capitaliste, qui, bien que différents du système anglo-saxon, n'en demeurent pas moins capitalistes.

Si nous nous félicitons de la transition actuelle vers un monde multipolaire, nous le faisons dans la conviction que le chaos du système et la multiplicité des pouvoirs constituent un vivier pour la lutte contre le système. Ni plus, ni moins.

Les regards progressistes n'acceptent pas que nous vivions au beau milieu de diverses guerres. Les 70 ans écoulés depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale semblent avoir convaincu de nombreux analystes que les guerres ont disparu, alors même qu'elles sont le mode courant du capitalisme dans sa phase d'extraction et d'accumulation par dépouillement/vol.

L'analyse zapatiste sur la « quatrième guerre mondiale » du capital contre les peuples, aide à comprendre les agressions que souffrent les plus pauvres dans le monde entier, depuis les guerres d'anéantissement déclarées comme au Moyen-Orient, jusqu'aux guerres silencieuses que le modèle extractif abat sur les peuples pour installer des mines à ciel ouvert, des monocultures et des barrages hydroélectriques, pour ne mentionner que les cas les plus fréquents.

Il existe des guerres économiques, monétaires, pour le contrôle des sources d'eau ; des guerres contre les femmes et les enfants, en bref, le type d'agressions systémiques et systématiques les plus courantes contre les types de populations et de secteurs sociaux les plus divers.

José Luis Fiori, professeur de politique économique à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, coordinateur du groupe de recherche *Poder Global* (Pouvoir mondial) et géopoliticien du capitalisme, ébauche un point de vue distinct de celui de l'économie actuelle. « Nous devons commencer par l'analyse et la compréhension du fonctionnement des marchés internationaux qui ressemblent davantage à une guerre de mouvements entre forces inégales qu'à un échange entre unités égales et bien informées » (pagina13.org.br, 30/01/15).

Inspiré par l'historien Fernand Braudel, Fiori estime que les États et les capitaux agissent dans cette guerre asymétrique comme de « *grands prédateurs* » dans la lutte pour « *le contrôle monopolistique de positions sur le marché, d'innovations technologiques et de profits extraordinaires* ».

Ces considérations (les marchés en tant que guerres de position et les États/capitaux comme prédateurs) s'avèrent plus pertinentes que de les envisager tels que des outils presque neutres pouvant être utilisés par des classes, des races, des genres et des ethnies en leur faveur. Des positions de ce type ont tendance à désarmer les plus faibles à cette époque où ils ne peuvent, ni ne doivent, avoir confiance en rien d'autre qu'en leurs propres forces et capacités.

Je souhaiterais ajouter trois idées que Fiori évoque rapidement dans ses articles journalistiques et qu'il aborde plus en détails dans son dernier ouvrage *História, estratégias e desenvolvimento : para uma geopolítica do capitalismo* (Boitempo, São Paulo, 2014).

La première idée est liée à la Chine, mais elle peut s'appliquer à tous les BRICS. « *Le pouvoir est toujours expansif (...). Cela l'a été de tout temps et en tout lieu, au cours de l'Histoire de l'Humanité, indépendamment de l'existence des économies de marché et bien avant l'existence du capitalisme* » (Outraspalavras, 25/04/13). Cela nous met en garde sur la croyance selon laquelle la Russie ou la Chine pourraient agir différemment des modèles que nous connaissons. Elles ne sont pas anticapitalistes.

La seconde idée est liée à l'économie ; elle dit que celle-ci est subordonnée aux objectifs de longue durée des États. « *Les politiques économiques des pays varient en fonction du territoire et de l'époque, et leur succès ou leur échec dépend de facteurs externes à la politique économique même, et non pas à l'exactitude ou à l'inexactitude des postulats théoriques* » (Carta Maior, 27/11/14).

Cette idée affirme qu'il est inutile de rechercher des politiques économiques de gauche. Il s'agit de ne pas perdre de vue les objectifs à partir desquels les États adoptent différentes directives économiques. Elle a l'avantage de nous éloigner de la vision de l'économie dominante dans les partis de gauche, des progressismes, ainsi que de nombreux mouvements sociaux. Quoi qu'il en soit, ce postulat ne devrait pas être pris au pied de la lettre par les mouvements qui luttent contre le système, car c'est l'éthique qui domine son action.

Pour finir, Fiori a une vision très claire de la politique des États-Unis. Il se souvient que Nicholas Spykman fut le théoricien géopolitique avec le plus d'influence sur la politique extérieure des États-Unis au XXe siècle. Il divisait le continent sud-américain en deux parties. La partie Nord allait jusqu'à l'Amérique Centrale, les Caraïbes, le Venezuela et la Colombie qui devaient demeurer sous « l'absolue dépendance » des États-Unis.

Le reste de l'Amérique du Sud comprend trois États : le Brésil, l'Argentine et le Chili qui peuvent menacer l'hégémonie impériale s'ils décident d'agir ensemble. « Il faut répondre à cette menace par la guerre ». Fiori considère que l'Empire n'est pas le problème. Ce qui l'est, dans le cas concret de son pays, le Brésil, c'est la religion « *Voilà les termes de l'équation et la position des États-Unis a toujours été très claire. On ne peut pas en dire autant de la politique extérieure brésilienne* » (Sin Permiso, 30/03/14).

Nous ne gagnons rien en accusant l'Empire de nos faiblesses. Il est impossible de changer l'ennemi. La balle est dans notre camp, et il nous faut simplement regarder la réalité en face.

Raúl Zibechi pour [La Jornada](#)

[La Jornada](#). Mexique, 7 février 2015.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Floriane Verrecchia-Ceruti

* **Raúl Zibechi**, est un auteur et un journaliste uruguayen de l'hebdomadaire « *Brecha* ». Il est également enseignant et chercheur à la Multiversidad Franciscana de América Latina, et conseiller de plusieurs groupes sociaux.

[El Correo](#). Paris, 15 février 2015.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative](#)

[Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.